



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin
Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00
udfo37@force-ouvriere.fr

**Discours du Secrétaire Général
Union Départementale FO 37
Mercredi 1^{er} mai 2013**

En ce jour du 1^{er} mai 2013, la confédération générale du travail FORCE OUVRIERE adresse son salut fraternel à l'ensemble des travailleurs.

Ce 1^{er} mai, journée internationale de solidarité et de revendications, est l'occasion de faire un tour d'horizon de la situation des travailleurs et des syndicalistes du monde entier. (JDO vous ayant rappelé à l'instant le contexte historique de cette journée)

Pour ces derniers, le constat est toujours le même, les syndicalistes sont les premières cibles d'oppression, de violence et on décompte encore 75 syndicalistes assassinés en 2012 et encore beaucoup trop menacés de mort ou même en détention (25000).

Partout où les peuples sont menacés dans leur quotidien, en particulier dernièrement en Corée, en Inde mais aussi au Mexique, les syndicalistes sont parmi les premiers à faire l'objet de mesures répressives mais partout les salariés se battent et résistent, défendent leurs conditions de travail et leurs revendications.

Ce jour de revendications est aussi l'occasion de parler encore et encore de cette crise du capitalisme financier qui s'éternise et de cette austérité qui s'installe durablement au plan international, européen et dans notre pays.

Un mot sur la situation internationale. Ce sont plus de 200 millions de chômeurs que compte le monde en 2013 et c'est loin d'être fini puisque l'Organisation Internationale du Travail prévoit une augmentation de ce nombre de plus de 5 millions en 2013 et de 3 millions en 2014. Ce qui ferait un taux de chômage mondial à plus de 6 % de la population

active.

Face à ces chiffres et ce constat, il y a urgence, mes camarades, à remettre en cause le modèle capitaliste, libéral et financier. Nul besoin n'est de rappeler ce qu'il continue de se passer en Grèce, en Espagne, au Portugal ou même récemment à Chypre pour en être convaincu !

Au niveau européen, la récession est bel et bien là, le chômage est à 12 % dans la zone euro et devrait encore progresser à 27 % en Grèce et 26,9 % en Espagne, respectivement 60 % et 55 % chez les jeunes.

Face à cette situation dramatique renforcée par les mesures d'austérité drastiques opérées dans ces pays, FO le répète inlassablement, la résolution de la crise passe par une rupture à trois niveaux : international, européen et national.

De fait, cette crise étant une crise de système au niveau international, elle exige des décisions à ce niveau. La question des paradis fiscaux : en la matière, il s'agit de réglementer pour interdire ces « trous noirs » de la finance et de la fiscalité. Les déclarations ne suffisent pas et n'engagent que ceux qui les croient, ce sont des actes qui sont attendus. Comment peut-on croire que les peuples subiront l'austérité sans réagir quand certains échappent à l'impôt et que les inégalités se creusent ? Le renforcement de la solidarité syndicale aux niveaux international et européen est donc plus que nécessaire.

Au niveau national, l'austérité ne dit pas son nom mais est bel et bien présente et se répand. Il y a longtemps que nous expliquons que les 3 % de déficit budgétaire ne seront pas respectés en 2013 et que cette norme dogmatique est dangereuse car en France, après avoir augmenté les impôts et réduit les dépenses, l'heure est encore au serrage de boulons. Alors que la croissance économique est nulle, que le chômage augmente fortement atteignant le record absolu de 1997, 10,2 %, les dépenses publiques et sociales sont comprimées, accentuant ainsi la rigueur et la récession.

Ainsi, après avoir annoncé qu'en 2013 les efforts ont porté à 70 % sur l'augmentation des recettes et à 30 % sur la diminution des dépenses, le gouvernement annonce pour 2014 une évolution inverse.

De même, l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 transposé dans une loi qui va s'appliquer prochainement, salué par les milieux financiers et la commission européenne, constitue un accord d'accompagnement de cette politique économique d'austérité. Cela justifie pleinement nos appels à manifester les 5 mars et 9 avril derniers et notre pression militante auprès des députés et sénateurs contre la transposition de l'ANI en projet de loi dont nous avons réclamé le retrait.

En effet, par rapport au texte de l'ANI, des rectifications ont été apportées au projet de loi voté à l'Assemblée nationale et au Sénat mais le fond demeure, à savoir pour l'essentiel la flexibilité réclamée depuis longtemps par le patronat. C'est-à-dire notamment l'instauration des accords de maintien dans l'emploi avec baisse possible des salaires et abandon de l'obligation de faire des plans de sauvegarde de l'emploi, mais aussi mobilité interne forcée et raccourcissement des délais de procédures pour les PSE.

Sur des éléments clés liés à la flexibilité, nous ne pouvons en aucun cas être d'accord avec des dispositifs remettant en cause les droits des salariés. On le voit, réforme du marché du travail, réforme ou contre-réforme annoncée sur les retraites, réduction des dépenses publiques, le cocktail libéral est de sortie. Il est de notre rôle devant ce constat de mettre en garde le gouvernement car la remise en cause des services publics, à savoir la MAP qui continue la RGPP, l'acte III de décentralisation, les velléités de durcir les conditions pour la retraite, la facilité des licenciements, la stagnation des salaires, non seulement sont destructrices socialement mais économiquement dangereuses et inefficaces.

En notre qualité d'organisation syndicale libre et indépendante, nous savons prendre nos responsabilités et si les pouvoirs publics persévèrent dans cette voie, il n'y aura pas d'hésitation à se mobiliser, voire même à convaincre de la nécessité d'une unité d'action. Nous l'avons montré à l'occasion de notre action du 5 mars dernier pour la mobilisation contre l'ANI du 11 janvier et sa transposition législative avec la CGT. Cet appel conjoint à se mobiliser a rassemblé le 5 mars plus de 200 000 manifestants sur l'ensemble du territoire. Mais aussi à l'occasion du 9 avril, autre jour de rassemblements et d'actions, relatif à l'examen et le vote du projet de loi à l'Assemblée nationale.

On le constate à travers ces deux exemples, FO n'a pas de problème avec l'unité d'action quand elle se justifie, quand elle est nécessaire et possible sur la base de revendications claires et de modalités acceptées.

Par contre, nous refusons de nous inscrire dans une démarche permanente d'intersyndicale virant au syndicat unique qui est contraire à notre attachement à la liberté syndicale. Comme pour ce 1^{er} Mai, où la CGT locale toujours attachée au syndicalisme rassemblé, avait souhaité à une journée d'action unitaire avec les signataires de l'ANI, ce qui n'est pas concevable et incompréhensible pour FO.

Oui pour FO, la lutte des classes est une réalité économique et sociale ; la nier, c'est accompagner l'austérité et délaisser les revendications légitimes des salariés.

Flexibilité, baisse du pouvoir d'achat et réduction des dépenses publiques et sociales constituent le triptyque d'une politique d'austérité. C'est la flexibilité du social imposée

face à la rigidité de la politique économique.

Ainsi, ce que fait le gouvernement en matière de dépenses publiques est révélateur. Avec la MAP (modernisation de l'action publique) qui prolonge et accentue la RGPP, la RéATE 2 qui va accroître la désertification de la présence de l'Etat dans les départements et l'acte III de la décentralisation qui risque, avec la décentralisation à la carte, de balkaniser la république. C'est bien une logique de remise en cause du service public républicain et des valeurs républicaines qui se met en place. Ce que bien entendu une organisation comme FO, profondément républicaine, ne saurait accepter.

Sur l'ensemble de ces réformes, le gouvernement n'a obtenu aucun consensus, ni compromis historique et FO a joué et tient encore un rôle incontournable.

Ce qui m'amène à évoquer le sujet de la représentativité.

Nous avons eu les résultats de la représentativité dans le secteur privé le 29 mars dernier. En obtenant 15,94 % en tout et 18,23 % en poids relatif pour la négociation au niveau interprofessionnel, notre organisation confirme nettement sa troisième place dans le paysage syndical. Ces résultats sont le fruit de tout le travail syndical effectué sur le terrain par les équipes syndicales : syndicats, UD, fédérations et confédération, qu'il faut saluer.

Camarades, ces résultats ne tiennent pas compte des élections dans la fonction publique et on serait tenté de dire, au final, tout ça pour ça, en parlant de la loi du 20 août 2008

Pour autant, il ne faut pas dormir sur nos lauriers et il nous faut, forts de ces résultats, nous développer encore plus en nous implantant là où nous ne sommes pas présents et nous développer là où nous sommes présents.

En effet, il est important de savoir que nous avons obtenu 15,94 % en termes d'audience avec 55 % de taux de présence dans les entreprises, ce qui signifie que si nous étions implantés dans 70 % des entreprises, nous pourrions obtenir plus de 20 %.

Le développement est une priorité pour notre organisation. L'UD FO 37 conforte sa seconde place dans le département.

Comme vous pouvez le constater, mes camarades, nous avons encore du pain sur la planche, pour nous implanter dans chaque entreprise ou administration.

Aujourd'hui, en ce jour de solidarité internationale et de revendications sociales, c'est le moment de rappeler l'attachement de FO aux valeurs républicaines, mais aussi de

rappeler qu'il nous faut contester avec force et détermination le racisme et l'antisémitisme, ainsi que la xénophobie qui se développent malheureusement en ces temps de crise.

Le 1^{er} mai est toujours aussi l'occasion de rappeler pour notre organisation notre attachement à la laïcité qui fait aujourd'hui l'objet de débats sur la nécessité d'une nouvelle loi.

Le principe de laïcité est pour notre organisation le respect de la liberté de conscience qui appelle à l'égalité de traitement entre tous mais aussi à une stricte séparation des sphères privées et publiques.

Rappeler encore en ce jour du 1^{er} mai le rôle du syndicat est plus que nécessaire : défendre les garanties collectives et individuelles des salariés.

Détermination, fermeté, responsabilité et indépendance, telle est et sera toujours notre organisation FORCE OUVRIERE.

Et comme nous avons toujours su le faire, nous saurons prendre nos responsabilités dans la négociation comme dans l'action.

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Vive le 1^{er} mai des revendications !

Vive la cgt FORCE OUVRIERE !

Chers camarades,

Avant de laisser le micro, aux camarades, qui souhaiteraient intervenir, je profite de cette occasion pour vous donner quelques informations locales, qui découlent de la situation de crise que nous connaissons:

Tout d'abord, le chômage en Indre et Loire vient d'augmenter de 2.5 % une des plus fortes augmentations connues depuis des mois. Mais surtout nous approchons de la barre des 30000 chômeurs pour la fin de l'année.

Nous sommes extrêmement inquiets quant à la situation de l'usine Michelin à Joué les tours où les récentes annonces du groupe font peser un risque de fermeture du site. Compte tenu de son emprise foncière et du nombre de salariés concernés cela serait dramatique pour l'emploi et les sous-traitants et l'activité économique de l'agglomération ; on évoque la possibilité d'un nouveau plan de départs volontaires, dans le meilleur des cas, mais une chose est sûre la baisse d'activité de l'automobile du transport auront des incidences.

Sur un autre plan et de manière générale, les marges de manœuvre des entreprises sont de plus en plus contraintes, je mets à part les grandes entreprises où la part consentie aux actionnaires ne diminue pas. Nous assistons dans certaines entreprises à des velléités de remise en cause des avantages et primes consentis aux salariés, soit par la dénonciation d'accords ou d'usages, soit par la volonté de négocier des accords compétitivité emploi. Là encore il s'agira de faire payer aux salariés du département le coût de la crise. C'est ce que nos camarades de la métallurgie connaissent et vivent mais aussi ceux de l'action sociale, où pour les mêmes motifs on refuse d'appliquer la bonne convention collective aux camarades des maisonnées à Azay le Rideau.

Par ailleurs nos camarades du public ne sont guère épargnés eux aussi, en particulier sur le point de la rémunération où il faut se battre souvent seul, voire contre d'autres OS pour défendre le pouvoir d'achat et l'emploi ainsi que l'idée même de service public républicain.

Alors camarades, il y a urgence dans notre département aussi à mettre tous nos moyens syndicaux sur l'action de terrain et sur notre développement pour expliquer et convaincre les salariés de rejoindre les syndicats FO pour demain obtenir un rapport de force nécessaire pour faire aboutir nos revendications.

C'est aussi dans cette optique que nous devons nous préparer aux prochaines échéances déterminantes pour notre représentativité. C'est pourquoi nous devons avoir chacun, la pleine conscience d'une démarche interprofessionnelle et votre UD, les camarades et les moyens sont là pour vous y aider.

A nous maintenant de convaincre chaque salarié, par le travail de terrain, qu'il n'y a pas de fatalité à perdre droit après droit, pas de fatalité à ne plus avoir de retraite, de sécurité sociale, d'emploi..

A nous d'organiser les salariés pour reconquérir l'ensemble des droits sociaux perdus, pour que le mécontentement des salariés ne se retourne pas contre l'avenir de la classe ouvrière. Je vous remercie mes camarades

Grégoire HAMELIN, Secrétaire Général UD FO 37.